



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40012 MONT-DE-MARSAN

Mont-de-Marsan, le 27/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur



RAYONIER A.M. TARTAS

1154 Avenue du Général Leclerc
40400 Tartas

Référence : 0005202000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement RAYONIER A.M. TARTAS implanté 1154, Avenue du Général Leclerc 40400 Tartas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAYONIER A.M. TARTAS
- 1154, Avenue du Général Leclerc 40400 Tartas
- Code AIOT : 0005202000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société RAYONIER AM TARTAS est leader mondial sur les celluloses de spécialités utilisées pour la production des éthers cellulodiques, de la cellulose microcristalline et de la nitrocellulose. Avec une production annuelle de 125 000 t, l'établissement de TARTAS représente 10 % du marché mondial des pâtes de spécialités. La majorité des ventes de l'établissement s'effectue en Europe et seulement 5 % des ventes de produits sont à destination de la France.

Le site est réglementé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral du 11/05/2005 et ses arrêtés préfectoraux complémentaires.

L'instruction du dossier de réexamen IED a nécessité la mise à jour des conditions d'exploitation du site par arrêté préfectoral du 10 janvier 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mesure de maîtrise des risques

2) Constats

2-1 Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2 Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Examen MMRI n° [TPC 17] - 2	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une inspection a été réalisée le 18 décembre 2025 sur le site, portant principalement sur l'examen de la mesure de maîtrise des risques instrumentée n° 2 (TPC-17 - poste mousse bioxyde de chlore). Cette inspection a porté principalement sur le rôle, le dimensionnement, la cinétique d'actionnement, la testabilité et le maintien en condition opérationnelle de cette MMR.

De manière générale, le principe de fonctionnement de la MMR apparaît cohérent, mais plusieurs éléments de justification n'ont pas pu être communiqués en séance, en particulier en ce qui concerne le dimensionnement, les modalités de test et la maintenance.

En conséquence, des demandes de compléments documentaires sont formulées dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Examen MMRI n° [TPC 17] - 2

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 29/09/2005, article 4

Thème : Risques accidentels, MMR

Prescription contrôlée :

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

Constats :

L'inspection s'est intéressée à la MMRI n° 2 (TPC-17 – poste mousse bioxyde de chlore), dont les caractéristiques et le rôle sont présentés dans l'étude de dangers et détaillés dans la fiche de vie associée (pour plus de détail, voir annexe confidentielle).

L'exploitant a présenté en séance la fiche de suivi relative à cette MMRI, laquelle repose sur une barrière instrumentée simple à sécurité positive, déclenchée automatiquement sur détection concomitante de bioxyde de chlore et de présence de liquide en cuvette, entraînant l'épandage de mousse destiné à limiter le phénomène d'évaporation de la nappe.

L'inspection a porté son attention en particulier sur :

- le rôle et le dimensionnement de la MMRI au regard des scénarios TPC-17 et TPC-18 ;
- l'adéquation de la cinétique d'actionnement avec le phénomène dangereux à prévenir ;
- la testabilité, la traçabilité et la maintenance de la chaîne MMR.

Il ressort de l'analyse que, si le principe de fonctionnement de la MMRI apparaît cohérent en première approche avec l'objectif de limitation des émissions toxiques par évaporation, certains éléments de justification n'ont pas pu être communiqués en séance, ne permettant pas à ce stade de documenter formellement l'efficacité et le dimensionnement de la mesure.

En particulier, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter en séance les éléments documentaires justificatifs relatifs :

- à l'adéquation du produit moussant utilisé à la fonction de limitation de l'évaporation de produits toxiques ;
- au taux de foisonnement effectivement mis en œuvre par le dispositif de production de mousse ;
- au dimensionnement du volume de mousse disponible (1 m³) au regard de la surface de nappe susceptible de se former dans les scénarios considérés.

Par ailleurs, la cinétique complète d'actionnement de la MMR, depuis la détection jusqu'à l'épandage effectif de la mousse, n'est pas explicitement retranscrite dans la fiche de vie, et les procédures de test ne permettent pas, en l'état, de vérifier le respect des délais requis, ceux-ci ne constituant pas un critère d'acceptation formalisé des essais.

Enfin, s'agissant du maintien en condition opérationnelle, l'exploitant a indiqué en séance qu'une maintenance préventive de l'électrovanne du poste mousse était prévue avec une périodicité de dix ans. Toutefois, aucun élément documentaire traçable n'a été présenté en séance permettant d'en attester la réalisation effective.

Dans ce contexte, et afin de compléter le dossier de justification associé à la MMRI n° 2, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre les éléments de réponse aux demandes n° 1 à n° 10 du présent rapport.

Demande : Au regard des éléments présentés en séance relatifs à la mesure de maîtrise des risques instrumentée n° 2, et sans remettre en cause, à ce stade, le principe de fonctionnement, le dimensionnement ni le maintien en condition opérationnelle de la MMR, il apparaît que plusieurs éléments de justification n'ont pas été communiqués lors de l'inspection.

En conséquence, l'exploitant devra transmettre les documents de justification relatifs au dimensionnement, aux modalités de test et aux opérations de maintenance, en répondant aux demandes n° 1 à n° 10 du présent rapport.

Ces éléments devront être communiqués dans un délai de quinze (15) jours à compter de la communication du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours